



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Formation des aides-soignantes

Question au Gouvernement n° 4127

Texte de la question

FORMATION DES AIDES-SOIGNANTES

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain.

Mme Clémentine Autain. Le Premier ministre a raison : il ne suffit pas d'acheter des lits chez Ikea pour ouvrir des places de réanimation. Oui, il faut des humains pour soigner mais, si vous ne formez pas de personnel, le serpent se mord la queue !

Comment se fait-il, dans ces conditions, que, faute de crédits, des dizaines d'aides-soignantes soit recalées dans leurs études d'infirmière ? À l'AP-HP, 440 postes sont vacants tandis que, en même temps, 120 aides-soignantes ont passé les épreuves de sélection pour intégrer une école d'infirmières sans qu'on ait l'argent nécessaire pour financer leurs études : elles ont beau avoir obtenu des notes entre 13 et 19, M. Hirsch n'a pas de ligne de crédit pour les former. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)*

Comment est-ce possible ? À quoi jouez-vous ? Il faut anticiper nos besoins, former et fidéliser des personnels en nombre. C'est un plan massif de formation rémunérée dont nous avons besoin, notamment pour la jeunesse. Le développement des contrats d'études doit être une priorité nationale ; c'est une urgence absolue, tout comme l'augmentation significative des salaires que nous attendons toujours, puisque la rémunération des soignants en France reste, après le Ségur – votre Ségur, qui a fait pschitt *(Protestations sur quelques bancs du groupe LaREM)* –, très nettement inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE.

Augmenter les salaires, c'est marquer l'importance sociale de ces métiers mais aussi les rendre plus attractifs. La vérité, c'est que vous préférez recruter des intérimaires et demander aux personnels de faire des heures supplémentaires plutôt que d'investir dans la formation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)*

Ce que vous avez choisi d'anticiper, c'est la fermeture de milliers de lits grâce à vos regroupements d'hôpitaux : en pleine pandémie, c'est honteux ! Vous laissez les soignants sous tension et ouvrez la porte à la privatisation de notre système de santé.

Monsieur le ministre de la santé, la colère des soignants dans la rue aujourd'hui doit être entendue comme elle aurait dû l'être en 2019, lors de la grève des urgences. On se demande vraiment ce que vous attendez. *(Mêmes mouvements.)*

Un député du groupe FI. Excellent !

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé*. Je comprends votre intention qui consiste à vouloir souffler sur des braises (*Protestations sur les bancs du groupe FI*) ; vous en avez le droit, et c'est d'ailleurs votre fonds de commerce.

Un député du groupe LR . On a le droit d'en parler !

M. Olivier Véran, *ministre* . Je vous aurais trouvée bien plus crédible pour le faire et demander des moyens supplémentaires pour l'hôpital, si vous et votre groupe des députés de la France insoumise aviez voté pour le Ségur : mais vous avez voté contre le Ségur !

M. Jean-Paul Dufrègne. Et alors ?

M. Olivier Véran, *ministre* . Vous avez voté contre la réouverture de 4 000 lits à la demande, vous avez voté contre l'embauche de 15 000 soignants supplémentaires, vous avez voté contre le plan d'investissement et de rénovation des instituts de formation des infirmiers en lien avec les régions, vous avez voté contre la hausse de rémunération des aides-soignants et des infirmiers ! (*Les députés du groupe LaREM ponctuent l'énumération du ministre d'applaudissements répétés.*) Vous trouviez que ce n'était pas assez !

À l'issue du Ségur, la rémunération d'une aide-soignante en fin de carrière a augmenté de 550 euros net, soit quasiment le double de ce que vous-même nous demandiez avant le Ségur. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Le Ségur, ce sont 9 milliards d'euros de hausses de salaire par an, 19 milliards d'investissements et de reprises de dette pour les hôpitaux ! En Île-de-France et dans les autres régions ce sont ainsi, chaque semaine, un, deux ou trois hôpitaux qui se construisent ou bénéficient d'un grand plan de rénovation, des hôpitaux qui attendaient parfois depuis vingt ans qu'on rebâtisse les murs, qu'on modernise ou qu'on développe leurs équipements. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Un hôpital par semaine : arrêtez !

M. Olivier Véran, *ministre* . C'est encore de l'investissement pour le quotidien des soignants : nous sommes passés de 150 à 650 millions d'euros par an d'investissements à la main des soignants pour améliorer leur quotidien ! Personne ne dit que c'est trop, ni que c'est suffisant, madame la députée, mais quel est votre bilan en la matière, à part vos incantations, façon de souffler sur les braises ? L'hôpital a été courageux, les soignants sont des héros, la nation leur doit beaucoup, et la majorité n'a pas à rougir des actions qu'elle a engagées en leur faveur ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Agir ens.*)

Un député du groupe LR . Quelle arrogance !

M. Alexis Corbière. Il méprise les hospitaliers !

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4127

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [16 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2021](#)